



subventionné par la Commission européenne, avec la collaboration et le soutien de l'EZA
(Europäisches Zentrum für Arbeitnehmerfragen)

Communiqué de Presse

Le Groupe Européen de la Pastorale Ouvrière s'est réuni à Porto (Portugal) du 3 au 5 octobre 2019 pour son colloque annuel. Le thème du colloque fut « **Une vision commune pour le socle européen des droits sociaux ? Protection sociale et inclusion sociale** ». A partir des interventions et des échanges, l'assemblée a formulé un message à l'intention de ses structures et associations membres et des chrétiens engagés dans le monde du travail.

Message final du colloque

Nous nous trouvons à un moment charnière de la construction européenne. La question du Brexit sonne comme un avertissement pour la poursuite du projet. Ce n'est pas seulement au Royaume-Uni qu'une grande partie de la population est de plus en plus critique par rapport au rêve européen.

Nous sommes conscients que trop de personnes dans cette Europe ont été malmenées dans leur existence à travers les crises successives et que l'Europe n'a pas pu être la garante d'une solidarité supranationale pour tous les citoyens. Mais nous sommes convaincus que, justement, la solution ne peut se trouver que dans la création d'un espace politique, condition d'une approche sociale, à côté d'un espace économique. Cet espace doit devenir un espace de la solidarité et de la justice pour toutes les personnes, hommes et femmes, originaires du pays et migrants, citoyens des régions riches ou de la périphérie. Pérenniser les acquis de la construction de l'Europe se fera sur base d'un nouveau pacte qui devra mieux prendre en compte l'aspiration de chaque citoyen à une vie bonne et digne.

Pour le Gepo, le point de départ reste l'importance qu'il faut accorder au travail en tant qu'élément important pour construire la dignité des personnes. Par « travail » il faut entendre, d'une part, une contribution essentielle à la communauté à travers un engagement qui donne du sens et, d'autre part, une rémunération adéquate qui permette une vie digne. Dans nos pays européens, la plupart des droits sociaux sont liés au travail rémunéré. Il est donc d'autant plus essentiel que nous menions un combat vigoureux contre toutes les formes de travail précaire qui ne permettent plus aux personnes de jouir des droits sociaux élémentaires, condition minimale d'une vie humaine respectueuse. Cela passe aussi par des mesures politiques pour réduire les inégalités persistantes, tant au niveau inter-pays que dans les pays eux-mêmes. Il est scandaleux que la concentration de richesse dans les mains de quelques-uns se fasse sur le dos d'un nombre grandissant de travailleurs qui ne peuvent plus vivre dignement de leur travail.

Nos lignes d'action des différentes pastorales ouvrières sont :

- Lutter contre le travail indigne et contre la déshumanisation de l'économie. L'économie doit être au service de l'homme et non pas l'inverse. Cela nécessite une politique offensive contre toutes les formes d'exploitation dans le travail et l'objectif que chacun puisse vivre

correctement de son travail et des droits sociaux qui en découlent (chômage, pension, indemnité d'incapacité de travail, d'invalidité, ...). Au niveau de l'Europe, nous devons renforcer la protection des droits de tous ceux qui travaillent sous des contrats atypiques. Nous devons aussi veiller à ce que les droits des transfrontaliers et des travailleurs détachés soient garantis.

- S'engager avec tous les organisations du monde du travail pour construire un socle des droits sociaux européen. Il faudra lui donner un contenu concret et contraignant pour que la politique européenne devienne la garante de la justice sociale et de la solidarité supranationale. Le Gepo s'engage à entamer un dialogue à ce sujet avec la nouvelle Commission et le Parlement Européen.
- Mettre en place un plan d'action radical pour réduire les inégalités de salaire et de distribution des richesses par une politique fiscale adéquate. Il est insoutenable que les entreprises qui créent le plus de richesses aujourd'hui soient celles qui contribuent le moins au bien commun.
- Les droits sociaux étant avant tout des droits, nous réclamons l'arrêt du harcèlement et de la culpabilisation de tous ceux qui ont droit à la protection sociale. Ceci est en contradiction avec les principes européens du respect de la dignité fondamentale de chaque citoyen. Nous dénonçons que, sous prétexte budgétaire, les Etats, rendent l'accès aux aides sociales de plus en plus compliqué. La logique de bienveillance doit guider l'ensemble de la politique sociale. Cela nécessite aussi des réformes pour rendre lisible la législation sociale. L'accessibilité des droits sociaux passe aussi par une simplification administrative.
- Les taux de revenus de remplacement des droits acquis (pension, chômage, maladie, incapacité de travail) doivent être maintenus à une hauteur qui assure une vie digne, sans mener les personnes à une situation de pauvreté. Nous plaçons pour l'harmonisation au niveau européen à travers un taux unique entre les pays : taux de revenu de remplacement à 80%. Nous demandons un grand débat sur la question du recul de l'âge à la pension sous l'angle de la problématique du chômage des personnes ayant 50 ans et plus. Trop souvent, ils elles sont condamnées à devenir des chômeurs de longue durée ce qui, avec le recul de l'âge à la pension, les marginalise encore davantage.
- Dans de nombreux pays européens, l'accès à des emplois de qualité pour les jeunes est quasi inexistant. Nous devons renégocier un contrat entre les générations qui permette à la jeunesse de se construire une existence économique durable.